Burundi : le contrôle financier des ONG, enjeu majeur de leur suspension

RFI,Â 05-10-2018 Au Burundi, les choses commencent Ã se clarifier aprÃ¨s la dÃ©cision des autoritÃ©s de suspendre les activitÃ©s de toutes les ONG internationales, tant qu'elles n'ont pas signÃ© et dÃ©posÃ© quatre documents au ministÃ¨re de l'IntÃ©rieur et notamment l'acte d'engagement au respect de la rÃ©glementation financiÃ¨re.

Bujumbura exige des ONG internationales, sous peine d'Ãªtre dÃ©finitivement radiÃ©es, qu'elles respectent Â«Â scrupuleusementÂ Â» une nouvelle loi controversÃ©e qui les rÃ©git. Une loi qui Ã©tait en discussion depuis des mois, et q vient rappeler que le contrÃ´le des devises gÃ©nÃ©rÃ©es par ces ONG est l'un des principaux enjeux de ce bras de fer. Les ONG internationalesÂ qui vont signer cet acte s'engagent Ã virer tout de suite le tiers de leur budget total sur un compte logÃ© Ã la Banque centrale du Burundi. Il s'agit, selon des spÃ©cialistes, de dizaines voire une centaine de millions d'euros qui seraient du coup sous le contrÃ´le direct du gouvernement burundais, alors qu'il manque cruellement de devises suite aux sanctions europÃ©ennes. ProblÃ¨meÂ : câ€™est l'un des points qui Ã©tait en nÃ©gociation entre les autoritÃ©s et les ON parlent d'une injonction Â«Â impossibleÂ Â» Ã mettre en application. Elles expliquent Ãªtre elles-mÃªmes financÃ©es selon des plans de dÃ©caissement liÃ©s Ã l'Ã©tat d'avancement de leurs programmes. Â«Â Aucune ONG ne dispose de dizaines de millions d'euros qui dorment sur des comptes en EuropeÂ Â», insiste une de nos sources. Elles espÃ¨rent que le pouvoir mettra un peu d'eau dans son vin. Les ONG s'engagent Ã©galement en signant cet acte Ã payer au nom de leur personnel local un impÃ´t de 35% sur leurs salaires nets. Mais une question se poseÂ : est-ce que ce sont les salaires des employÃ©s locaux qui seront amputÃ©s de ce montant, ou ce sont les ONG qui le prendront en chargeÂ ? Ã‡a sera quoi qu'il en soit une somme rondelette. Les quelque 3Â 000 personnels locaux des ONG internationales Ã©tant parmi les mieux payÃ©s du pays. Enfin, les expatriÃ©s devront payer une taxe de 3% sur leur rÃ©munÃ©ration. Toutes ces mesures mises bout Ã bout devraient permettre Ã Bujumbura de renflouer ses caisses en devises, selon des spÃ©cialistes.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});